**TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONTRACTORS/ CONSULTANTS**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **PART I** | | |
| Title of Assignment | Recrutement d’un consultant national pour appuyer l’élaboration de la stratégie Nationale multisectorielle pour le Développement Intégré du Jeune Enfant et son plan de mise en œuvre. | |
| Section | Santé Nutrition | |
| Location | Bujumbura, Burundi | |
| Duration | 4 mois | |
| Start date | **From:** Septembre *2020* | **To:** Decembre*2020* |

1. **CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

Les premières années de la vie d'un enfant, de la grossesse à l'âge de 3 ans, sont une période de sensibilité accrue aux influences environnementales. C’est au cours de cette période que les bases de la santé, du bien-être, de l'apprentissage et de la productivité sont posées. Pour cela, ces premières années représentent une période d’opportunités et de vulnérabilité où les facteurs externes peuvent menacer le développement de l’enfant**.** Le développement cérébral étant le plus rapide au cours des trois premières années de vie ainsi que les besoins nutritionnels. La synergie entre une alimentation adéquate, une stimulation précoce adéquate, des soins attentifs, et un sentiment de sûreté et de sécurité ont un effet sur la formation et la combinaison des voies neuronales et par conséquent, sur la capacité du cerveau à se développer correctement. À l'inverse, une nutrition inadéquate, un manque de soins attentifs, une exposition aux stress toxiques prolongés, ainsi que la violence, les mauvais traitements et la négligence nuiront au développement du cerveau. De la grossesse à la naissance et jusqu’à la petite enfance, l'extrême pauvreté, l'insécurité, la violence, la mauvaise nutrition, les facteurs environnementaux et la mauvaise santé physique et mentale des parents peuvent nuire également à la capacité des familles à protéger, soutenir et promouvoir le développement des jeunes enfants.

Le Gouvernement du Burundi s’est déjà engagé à investir dans le développement de la petite enfance[[1]](#footnote-2). Le plan National de Développement du Burundi 2018-2027 à travers l’orientation stratégique lié au développement du capital humain mentionne les perspectives du Burundi pour produire un capital humain adéquat et catalyseur du processus de développement. Néanmoins, les données démontrent que les enfants au Burundi vivent dans une vulnérabilité structurelle. La malnutrition chronique reste une urgence silencieuse au Burundi, un enfant sur deux (54%) souffre de malnutrition chronique, ce qui aura des conséquences sur la survie de l’enfant, son développement psycho moteur et sa performance scolaire. Cette vulnérabilité préjudiciable à la survie et au développement de l’enfant est exacerbée par des chocs conjoncturels de plus en plus récurrents.

Les indicateurs de santé montrent que la mortalité chez les nourrissons était de 59 % en 2010 contre 47 % en 2016. Avec un taux de mortalité infantile élevé et sachant que la malnutrition est une cause sous-jacente de 45% des mortalités infantiles, elle est devenue un problème de santé publique et un fardeau pour le système de santé. Dans ce cadre, certaines réformes ont été mises en œuvre pour appuyer le développement de la petite enfance : l’accès gratuit à l’école primaire, les soins de santé pour les mères qui accouchent et les enfants de moins de cinq ans, etc. En complément, le Gouvernement avec l’appui de l'UNICEF a aussi élaboré et mis en place plusieurs approches communautaires pour améliorer le bien-être des femmes enceintes et des enfants de moins de 5 ans qui contribue au développement du jeune enfant.

**Justification**

Les enfants ont besoin de soins adaptés donnés dans un climat affectif, aidant l’enfant à être bien nourris, à développer ses capacités intellectuelles et sociales dans leur plein potentiel. L’alimentation et les soins prodigués à l’enfant sont autant d’occasions de stimulation psychosociale qui facilitent la naissance de sentiment positif d’attachement entre l’enfant et son dispensateur de soins (adulte qui s’en occupe). Le développement de l'enfant est la responsabilité conjointe de tous les secteurs et partenaires, y compris les familles et les communautés.

L'UNICEF reconnaît l’existence d’immenses défis et opportunités de fournir des services de qualité intégrés pour le développement holistique du jeune enfant.

Les points d’entrée pour influencer les résultats développementaux des jeunes enfants sont variés, impliquent de multiples parties prenantes et ont lieu dans des environnements et des contextes différents. La couverture des programmes de développement de la petite enfance reste très faible au Burundi, en particulier pour les enfants de moins de 5 ans. Les interventions en faveur du développement de la petite enfance en plus du secteur de l’éducation interpellent plusieurs secteurs dont le secteur de la santé comme première porte d’entrée. Le Burundi à travers son ministère de la santé avec l’appui technique et financier de l’UNICEF veut doter le pays d’une stratégie nationale multisectorielle pour le développement de la petite enfance. Un consultant externe en appui au Gouvernement est proposé pour l’élaboration de la stratégie nationale multisectorielle.

**OBJECTIFS DE LA CONSULTANCE**

Sous la supervision du spécialiste nutrition, le consultant travaillera avec les parties prenantes pour la rédaction de la stratégie nationale multisectorielle pour le DPE.

**Objectif**

L’objectif général de cette mission est :

* Apporter une assistance technique au Ministère de la santé et aux autres départements ministériels impliqués en vue de l’élaboration de la stratégie nationale multisectorielle de développement de la petite enfance (DPE) et son plan de mise en œuvre.
* Coordonner la réalisation de l’atelier national pour renforcer l’engagement des parties prenantes pour le développement de la petite enfance au Burundi

**METHODOLOGIE ET APPROCHE TECHNIQUE**

Le consultant travaillera en étroite collaboration avec le Ministère de la santé publique et de lutte contre le SIDA, à travers son programme national intégré d’alimentation et de nutrition (PRONIANUT) et l’UNICEF, qui seront les interlocuteurs clés. Le consultant devra procéder à une analyse documentaire qui inclura les données publiées pertinentes, les documents stratégiques relatifs au développement de la petite enfance sous un angle global, des informations sur les activités, les programmes, la recherche et la couverture en matière de DPE au Burundi, ainsi que toute autre information requise des ministères et des parties prenantes concernés.

Le consultant engagera des discussions en groupe de travail avec les ministères sectoriels tels que le Ministère de l’Education Nationale à travers sa direction du préscolaire, le Ministère des Affaires sociales, des Droits de la personne Humaine et du genre, et d’autres ministères pertinents. Les partenaires techniques et financier tels la Banque mondial et ONG nationales et internationales, organisations dela société civile évoluant dans le domaine du DPE.

Le consultant établira un groupe de travail qui devra valider les différents produits de la consultation. Il devra, au cours de la mission, apporter à l’équipe nationale un appui technique en matière de standards internationaux et de connaissances techniques sur le développement de la petite enfance en vue de développer une compréhension commune. Il sera amené à organiser et animer des séances de travail avec le groupe de travail et les parties prenantes pour recueillir les informations ou documents nécessaires a la conduite de son travail.

**RESULTATS ATTENDUS/LIVRABLES**

* Un rapport résumant les trouvailles et questions clés de la revue documentaire et l’analyse rapide avec les parties prenantes.
* Un atelier de pré-validation de la stratégie nationale multisectroielle pour le DPE
* Une note de plaidoyer pour les autorités nationales pour la mise en oeuvre de la stratégie
* La réalisation de l’atelier national pour renforcer l’engagement des parties prenantes pour le développement de la petite enfance
* Un rapport final de mission document de strategie nationale valide et rapport de l’atelier d’engagement des parties prenantes pour le DPE”.

*Les tâches accomplies et les produits attendus du consultant national doivent être à la satisfaction de l’UNICEF, des Agences participantes, des structures du gouvernement*.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Activit**é**s** | **Livrables** | **Durée (jours)** |
| 1. Préparer une note méthodologique comprenant la méthodologie, le plan de travail et le calendrier de l’élaboration du plan stratégique. 2. Conduire des séances de travail et discussions avec des parties prenantes 3. Organiser un atelier de présentation de la note méthodologique sur le DPE a l’intention des parties prenantes 4. Entreprendre une analyse rapide du secteur du DPE en examinant les données publiées pertinentes, les documents stratégiques relatifs au développement de la petite enfance sous un angle global, des informations sur les activités, les programmes, la recherche et la couverture en matière de DPE, ainsi que toute autre information requise des ministères et des parties prenantes concernés. 5. Séances de travail avec le groupe de travail (membres des ministères impliqués dans le DPE) pour résumer et trianguler les découvertes pertinentes issues de l’analyse rapide pour garantir la cohérence de la stratégie | Note méthodologique  Résumé des principales découvertes sous forme d’axes stratégiques |  |
| 1. Collaborer avec le groupe de travail pour développer la stratégie nationale DPE, y compris le suivi et l'évaluation 2. Appuyer le PRONAINUT pour la planification de l’atelier de prévalidation de la stratégie DPE 3. Soumettre le draft prévalidé et préparer la documentation finale de la stratégie nationale DPE | Draft de la stratégie DPE | 30 jours |
| 1. Préparer et coordonner la réalisation de l’atelier national pour renforcer l’engagement des parties prenantes pour le développement de la petite enfance au Burundi 2. Présenter la stratégie nationale multisectorielle intégrant les commentaires des membres du groupe de travail, des ministères concernés, de l'UNICEF et de toutes les parties prenantes pour validation 3. Rédiger la version finale de la « stratégie nationale multisectorielle du développement de la petite enfance » à préfacer. | Stratégie pré-validée  Version finale de la stratégie | 45 jours |
| Nombre de jours de travail |  | 120 |

**MODALITES DE PAIEMENT**

|  |  |
| --- | --- |
| **Activités/produits attendus** | **Modalité de paiement en %** |
| * Phase préparatoire : Revue documentaire et ateliers de préparation et de développement des outils de collecte – Revue documentaire | 20% |
| * Soumission Draft 1 de la stratégie nationale multisectorielle sur le DPE * Réalisation de l’atelier de pré-validation | 40% |
| * Soumission de la stratégie nationale pré-validée | 40% |
| * Soumission du rapport final de réalisation de l’atelier national pour renforcer les collaborations multi-parties prenantes pour le développement de la petite enfance |

Le consultant sera payé selon les barèmes entendus entre le Gouvernement du Burundi et les Nations Unies, Niveau C3.

Les honoraires seront payés sur présentation d’une déclaration de créance approuvée par le superviseur avec évaluation satisfaisante. L’UNICEF se réserve le droit de ne pas payer un travail non satisfaisant.

**COMPETENCES, CONNAISSANCES TECHNIQUES ET EXPERIENCE DESIREES**

Le consultant en charge de l’élaboration de la stratégie nationale multisectorielle du développement de la petite enfance aura des compétences et qualifications qui répondent aux critères suivants:

**Education :**

Au moins un master en psychologie du développement, psychologie clinique, en DPE, en Éducation, Santé publique, Sciences sociales ou dans une discipline apparentée.

**Expérience :**

* Au moins 5 ans d'expérience confirmée dans des domaines similaires du développement de la petite enfance et des sciences sociales.
* Solides compétences en recherches sur le développement intégral de l’enfant, communication, analyse et rédaction,
* Capacité à conceptualiser, planifier et préparer des rapports analytiques en français.

**Compétences essentielles et connaissances techniques**

* Excellentes compétences en matière d’étude de projets multisectoriels.
* Aptitude à gérer et à mener des analyses vastes et complexes, notamment compiler et en présenter des données multi-sources et des rapports de progrès.
* Capacité de facilitation et de communication
* Connaissance du contexte burundais en termes du développement de la petite enfance

**Autres compétences**

* Très bonne organisation personnelle: capacité d'établir des priorités et de planifier, coordonner et suivre son propre plan de travail;
* Excellentes capacités à interagir avec les autorités locales et les populations à la base, capacité d'agir avec créditbilié, tact et diplomatie sur des questions délicates.
* Avoir travaillé avec le système des Nations Unies serait un atout.

**Langues**

* Excellente connaissance de la langue française,
* La connaissance de l'anglais constitue un atout.

*Note : il est attendu que le consultant utilise son propre matériel*

**CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le consultant national travaillera en collaboration avec le PRONIANUT, l’équipe technique UNICEF (Sante/Nutrition, éducation, PME, Politique sociale). Le consultant sera basé au bureau l'UNICEF et travaillera sous la supervision du Spécialiste Nutrition avec orientation technique du chef de section Santé Nutrition.

Le consultant devra fournir lui-même le matériel informatique pour la réalisation de son travail.

Le transport du consultant est à sa charge pour les déplacements à Bujumbura Mairie. UNICEF assurera le transport pour les missions de terrain et les réunions techniques avec les parties prenantes.

Les autres couts directs de frais de missions seront payés au besoin suivant des modalités qui seront convenues entre l’UNICEF et le consultant.

**RISQUES**

Les risques majeurs sont liés à la pandémie de COVID-19 qui pourrait perturber la disponibilité des parties prenantes et la réalisation des activités d’atelier si des mesures de restriction de mouvements ou le confinement devait être proclamées ou le blocage des activités par les autorités du Gouvernement ou conflit d’agenda. Le contexte politico-sécuritaire reste un risque supplémentaire qui doit être pris en compte.

1. La petite enfance désigne une étape du développement humain pour les enfants qui va de leur [naissance](https://www.journaldesfemmes.fr/maman/grossesse/2504408-accouchement-signes-etapes/) à l'âge de 8 ans. Pour cette étude, en concordance avec la catégorisation au Burundi, nous nous concentrerons sur la tranche d’âge de 0-5 ans. [↑](#footnote-ref-2)